

## **Motion du département de science politique, 7 janvier 2018**

Le département de science politique réuni ce jour s'inquiète du manque de suites données par la Présidence aux cas de harcèlement sexuel et de violences que nous avons signalés à ses services dès la mi-décembre : après #MeToo, il serait incompréhensible, à la fois dans l'université et hors de l'université, de ne pas réagir avec la plus grande fermeté.

Solidaire de ses étudiantes et de son secrétaire administratif ainsi que d'une collègue de sociologie victimes d'agressions, et inquiets pour une rentrée d'ores et déjà menacée, nous portons aujourd'hui à la Présidence un ensemble de revendications nécessaires à une reprise des enseignements au second semestre.

Premièrement, nous demandons à la Présidence de rendre public son désaveu des agresseurs qui se réclament ouvertement d'un soutien de l'institution.

Deuxièmement, nous demandons le départ du B2 des locaux syndicaux des agresseurs.

Troisièmement, nous souhaitons savoir quelles suites, judiciaires et autres, elle entend donner à ces affaires ; en particulier, nous voulons savoir dans quel délai elle compte saisir le Procureur de la République, saisine déjà demandée par une lettre de la direction du département le 20 décembre 2018 restée sans réponse à ce jour.

A côté du terrain judiciaire, contre les étudiants agresseurs, nous demandons à la Présidence de saisir la commission disciplinaire pour donner des suites internes à ces affaires.

Contre les agresseurs extérieurs à l'Université, nous demandons que soient prolongées, jusqu'à la fin de l'année universitaire au moins, les interdictions de campus prononcées.

Au-delà de ces actions à court terme, nous réclamons à nouveau que des formations au harcèlement sexuel soient données au personnel engagé dans la sécurité du campus, et plus généralement à l'ensemble des personnels administratifs et enseignants.

Enfin, au regard des formulations diffamatoires dans les communiqués publics de deux organisations de Paris 8 - l'UNEF et l'UEAF -, accusant de racisme le département de science politique, ce qui met en cause, plus généralement, l'UFR Textes et sociétés, nous attendons de la Présidence qu'elle condamne publiquement ces propos, d'autant plus qu'ils sont repris publiquement par la VP Étudiants.

Ces actions sur différents terrains, mobilisées ensemble, permettront d'agir efficacement contre le harcèlement et les violences sexuelles, et seront à même à la fois de rassurer les étudiantes et d'assurer de meilleures conditions de travail pour le personnel administratif et enseignant en les assurant de l'engagement de l'Université contre les violences, sexistes ou pas. A défaut, les membres du département de science politique mobiliseront leur droit de retrait collectif et n'assureront pas la rentrée du 21 janvier, déjà compromise par le nombre d'étudiantes ne souhaitant plus venir sur le campus et par l'arrêt maladie de son responsable administratif du Master dans le contexte de la reprise et de la rentrée des notes.